



Le Carnet DE JACQUES JULLIARD

L'historien* et essayiste établit un parallèle entre ce que propose Emmanuel Macron et la vision développée, au XIX^e siècle, par le général Henri de Rouvray, comte de Saint-Simon.

Macron et le retour de Saint-Simon

Petit à petit, par étapes successives, le nouveau régime est en train de prendre forme. J'écrivais ici même, il y a un mois, qu'il s'agissait probablement d'un néogaullisme. Mais dans l'imaginaire politique français, le gaullisme est devenu une auberge espagnole. Il existe en effet un gaullisme vieux caleçon fondé presque exclusivement sur le culte de la souveraineté. On le trouve à l'état de traces dans la plupart des familles politiques françaises. Celui-là vient de prendre, à l'occasion de la présidentielle, une gifle d'autant plus retentissante qu'elle était inattendue : adieu veaux, vaches, cochons, Brexit, trumpisme, isolationnisme, populisme anti-européen... Bon débarras !

L'autre néogaullisme, celui-là qui vient au fond de triompher avec Emmanuel Macron, s'identifie de plus en plus à une famille historique française où se mêlent à la fois le socialisme et le libéralisme : je veux parler de la famille saint-simonienne, qui, de Napoléon III au grand économiste libéral François Perroux (1903-1987), peut être à bien des égards considérée comme représentative du régime que la France a connu de 1958 à 1981, soit de l'avènement du général de Gaulle au départ de Valéry Giscard d'Estaing. Qu'est-ce donc que le saint-simonisme ?

Contre les professionnels de la politique

D'abord une critique du parasitisme politique, celui qui est représenté par les professionnels de la politique, et qui a été, durant la campagne présidentielle, désigné sous le nom de système (terminologie gaullienne par excellence). C'est le général Henri de Rouvray, comte de Saint-Simon, qui a fixé les règles de l'exercice dans sa célèbre « parabole » (1819) : « Supposons que, par malheur, la France perde ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes (...), ses cinquante premiers mécaniciens (...), ses cinquante premiers ingénieurs (...), ses cinquante premiers banquiers, ses deux cents premiers négociants, ses six cents premiers cultivateurs (...), ses cinquante premiers médecins, ses cinquante premiers charpentiers (je réduis cette longue énumération) », en un mot, dit-il, la « fleur de la société française », parce que tous sont productifs, il en résulterait un recul considérable du pays pour toute une génération.

Mais si, autre supposition, la France avait le malheur de perdre le même jour Mousieur, frère du roi, Monseigneur le duc d'Angoulême, le duc de Berry (etc.) et aussi « tous les grands officiers de la couronne, tous les ministres d'État, tous ses marchands, tous ses cardinaux, évêques, grands vicaires et chanoines, tous les préfets et les sous-préfets, tous les juges, et en sus de cela les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement... ».

Eh bien ! « Il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État. » Cette distinction entre les « abeilles et les frelons », déjà introduite par le philosophe anglais Mandeville (1714), est au fond à la base de la critique du système que nous venons de connaître, ou du « désagisme » de Mélenchon dont on se demande seulement par quel miracle lui-même pourrait en être exceptionnellement exempté : c'est sur cette vague que Macron a surfé depuis deux ans.

Vous avez en France un gouvernement et vous y tenez beaucoup, alors que nous autres Américains nous contentons d'une administration me disait Bernard Lewis

Aux yeux de Saint-Simon, la classe des industriels comprend à la fois ceux que nous connaissons aujourd'hui sous ce nom, à savoir les chefs d'entreprise, mais aussi les ingénieurs et les cadres, et enfin les ouvriers.

Nul doute qu'à l'instar de Charles de Gaulle, sinon de Saint-Simon lui-même, ce soit là le dessin caché d'Emmanuel Macron. Mais ici nous sommes loin du compte : pour le moment les ouvriers sont attentistes et les syndicats prudents ; la façon dont se déroulera et se règlera le débat sur le travail sera pour le nouveau régime l'épreuve décisive, qui déterminera à la fois son assise sociologique définitive ainsi que sa configuration idéologique.

L'Europe : une ardente obligation

Saint-Simon n'était pas bonapartiste. Ses disciples le seront. Lui-même était trop imbu de technocratie pour retomber dans la tyrannie et les simulacres du pouvoir d'un seul. Mais les saint-simoniens, tels les frères Perret et Ferdinand de Lesseps, se sont appuyés sur Napoléon III, lui-même inclinant vers le saint-simonisme, pour faire avancer leurs projets de grands travaux et d'organisation du crédit. D'où la question, qui se pose déjà à propos d'Emmanuel Macron : la critique de la politique parlementaire traditionnelle est-elle compatible ou non avec un leadership démocratique ?

Dès à présent, on voit les adversaires de droite (Républicains, Front national) et de gauche (socialistes, communistes, insoumis) du nouveau pouvoir établir leurs lignes de défense sur le boulevard parlementaire. Nous avions déjà connu cette configuration sous le principat du général de Gaulle, où la logique parlementaire s'est opposée à la logique présidentielle : le « Carrel des non », hostile à la présidentialisation du pouvoir, a été vaincu, parce que le peuple dans sa majorité a estimé qu'il possédait plus de pouvoir dans le tête-à-tête avec le président que dans le marigot parlementaire.

Que conclure de ce parallèle ?

D'abord qu'avec l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, nous avons bel et bien changé de paradigme. Impossible d'identifier Macron à Hollande, sous prétexte que c'est grâce à ce dernier qu'il a pris son essor. L'Histoire dira ce qu'il en est avec Hollande que la V^e République a connue sa phase la plus parlementaire et la moins autoritaire. Impossible en outre de réduire le régime qui se met en place à sa nature de classe, en recourant classiquement à la moulinette marxiste. Il est incontestable que le macronisme est un épitome des classes dominantes : chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, diplômés, urbains, mondialisés, c'est-à-dire l'ensemble de la population riche ou aisée. Mais à la différence de celui de la droite classique, le projet de Macron n'est pas d'assurer l'exercice tranquille du pouvoir par ceux qui le possèdent déjà : il aspire à une transformation profonde — lui-même a parlé de révolution — de la société française. C'est un modernisme, quand le projet de Fillon était d'essence conservatrice.

Et comme les classes dominées — ouvriers, paysans, artisans, petits commerçants, petits fonctionnaires — ont tout à fait renoncé — s'ils en eurent jamais le projet — à exercer le pouvoir pour leur propre compte, le contrat qui leur sera proposé par Emmanuel Macron sera la pierre angulaire du nouveau régime. L'essence du bonapartisme, tel que l'a analysé Karl Marx dans le 18^e brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte,

est en effet d'instituer une sorte de vacance de la lutte des classes et de permettre au représentant des classes dominantes d'obtenir l'adhésion des classes dominées, comme Napoléon III des paysans.

Le paradoxe du saint-simonisme macronien est donc que, né d'une critique du pouvoir politique traditionnel, il a besoin d'une personnalité fortement charismatique pour faire tenir ensemble les éléments hétéroclites de la coalition sociale qu'il constitue. Sans le charisme du chef, tout s'écroule. C'est pourquoi tout le folklore macronien (la jeunesse, le sourire, les marcheurs, Brigitte, etc.) n'est pas seulement une aubaine pour Paris Match et consorts. C'est une pièce fragile mais indispensable du dispositif. Peut-être ne s'agit-il là que d'un pouvoir politique de transition, car le charisme n'est ni permanent ni héréditaire.

Mais quelle aventure singulière ! Alors que le monde entier est tenté par des populismes d'extrême droite ou d'extrême gauche, le génie politique français vient d'accoucher d'un populisme du centre ! C'est moins risqué et préférable pour la liberté. Mieux encore : ce populisme du centre pourrait bien être la ruse de l'Histoire permettant à la France de réussir enfin la modernisation dont l'ancien régime était incapable. Ces Français sont insupportables, mais décidément, ils ne manquent pas d'imagination.

L'IMPROMPTU DE VERSAILLES

Dans certaines cours d'Ancien Régime, les jeunes princes disposaient d'un compagnon destiné à prendre les coups de bâton à leur place quand ils étaient punis : le souffre-douleur. Sous la V^e République, ce souffre-douleur porte le nom de premier ministre. L'improptu de Versailles, que l'on nous donne ce jour même, est une bonne illustration de l'absurdité de notre régime bicéphale : deux discours du Trône en vingt-quatre heures ! Il faudra bien un jour en finir avec ce système bâtarde en plaçant la responsabilité là où est le pouvoir. Et donc supprimer le premier ministre.

Dans la Constitution actuelle, les deux protagonistes majeurs, président et Assemblée, disposent l'un vis-à-vis de l'autre d'un système de dissuasion quasi absolu : au premier le droit de dissoudre l'Assemblée, à la seconde celui de renverser le gouvernement. Cette destruction mutuelle assurée (MAD dans la terminologie nucléaire américaine) conduit au fil des jours à l'immobilisme, à la paralysie et à la réduction de la majorité parlementaire à la fonction de godillot du président. Supprimez ce double blocage et les institutions refleurent : pour chaque loi importante, le président est dans l'obligation de négocier avec l'Assemblée pour s'y assurer une majorité. Paradoxalement, c'est ce présidentialisme qui permet de revaloriser le Parlement, en troquant un droit de renverser le gouvernement, dont elle n'ose pas faire usage, contre une contribution permanente à l'action politique. C'est le cas du Sénat américain.

Autre avantage, et non des moindres : dès lors que l'Assemblée ne dispose pas du pouvoir, purement théorique aujourd'hui, de renverser le gouvernement, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit élue à la représentation proportionnelle, afin qu'y soient représentées toutes les grandes familles politiques du pays.

De bons esprits, à gauche comme à droite, tels Jack Lang, Claude Bartolone, Édouard Balladur, y ont pensé à un moment donné. Cette évolution est logique, inévitable, salutaire. Je ne jurerais pas qu'en son for intérieur, Emmanuel Macron n'y ait jamais songé.

* Editorialiste de l'hebdomadaire Marianne

EN VENTE TOUT LÉTE

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION DU FIGAROSCOPE POUR VOTRE ÉTÉ À PARIS

3€90 DISPONIBLE chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

#RESTAURANTS #CINÉMA #EXPOS #MUSIQUE #THÉÂTRE

FIGARO SCOPE
www.figaroscope.fr